



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Projet-Cigeo-a-Bure-l-enquete-publique-debute>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Projet Cigéo à Bure : l'enquête publique débute, nous ne sommes pas DUPes !**

15 septembre 2021

Projet Cigéo à Bure : l'enquête publique débute, nous ne sommes pas DUPes !

Ce 15 septembre 2021, s'ouvre l'enquête publique organisée dans le cadre de l'instruction de la demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de Cigéo, ce projet d'enfouissement des déchets radioactifs les plus dangereux à Bure, dans la Meuse.

Cette procédure officielle ne dupe personne : pour les autorités comme pour l'industrie nucléaire, Cigéo doit avancer coûte que coûte, quels que soient ses lacunes techniques. Nous appelons chacune et chacun à se mobiliser partout en France, avec les moyens qui lui sembleront pertinents, pour dire non à ce projet démentiel et imposé.

Cigéo, un projet démesuré et dangereux

L'enquête publique qui s'ouvre aujourd'hui fait suite au dépôt, en août 2020, de la demande de déclaration d'utilité publique effectuée par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) pour le projet Cigéo à Bure. Cette étape marque un point de bascule important dans la concrétisation du projet : **une déclaration d'utilité publique permettrait à l'Andra de réaliser des expropriations pour acquérir le foncier nécessaire pour la construction de Cigéo et de tous les ouvrages qui l'accompagnent.** En plus des 270 km de galeries souterraines, le projet compterait 270 hectares d'installations de surface et 130 autres pour accueillir la terre extraite, sans compter l'emprise de nouvelles voies d'accès, d'un transformateur réservé à Cigéo et d'une voie ferrée dédiée exclusivement au transport de déchets radioactifs sur près de 20km.

Depuis que l'Andra a jeté son dévolu sur cette région du Grand Est, **elle veut faire passer ce projet en force malgré des problèmes toujours irrésolus.** En janvier 2021, l'Autorité environnementale, instance indépendante, a [rendu un avis extrêmement négatif](#) sur le dossier d'étude d'impact présenté par l'Andra, faisant écho aux [critiques](#) exprimées par les opposant.es depuis des années. Insuffisante prise en compte des enjeux environnementaux, menace sur les eaux de surface, récupérabilité des déchets devenant rapidement irréalisable, impossibilité d'intervenir en cas d'accident, importants rejets de surface... La liste est longue et certains problèmes, découlant du choix de conception du projet, ne pourront être résolus par des aménagements à la marge. Mais en réponse à ces critiques, l'Andra botte en touche et promet un dossier d'étude d'impact "évolutif" !

Quel sens a une consultation sur un projet déjà acté et au dossier incomplet ?

Ni ces critiques, ni les avis négatifs exprimés par plusieurs communes désormais opposées au projet n'ont entraîné de remise en question. La seule réponse des autorités est le déni, la répression et la criminalisation de la contestation. **La raison de cette fuite en avant est claire : Cigéo est la caution de l'industrie nucléaire, censée lui permettre de se présenter comme une filière "propre" et capable de gérer ses déchets.** Peu important les failles du projet et les nuisances potentielles pour les générations futures, il doit à tout prix être mis en oeuvre dans le cadre de la stratégie de communication d'un lobby au prise avec ses rebus qui débordent de partout.

Dans ces conditions, comment prendre au sérieux cette enquête publique ? Quelle assurance peut-on avoir que les remarques exprimées seront entendues ? Cette "consultation" s'inscrit dans la longue lignée des procédures démocratiques de façade organisées autour de Cigéo : un passage réglementaire obligé et vide de sens.

Nous comprenons pleinement le choix des associations qui, exposant leurs arguments depuis des années sans recevoir de réponse des autorités, ont décidé de boycotter cette enquête publique. Le Réseau "Sortir du nucléaire", en tant qu'association nationale, n'y participera pas non plus, mais appelle toutes les personnes qui se sentent concernées, où qu'elles soient en France ou en Europe, à exprimer leur refus de ce projet imposé par les moyens qui leur sembleront pertinents.

Ce temps d'enquête publique doit aussi être l'occasion de poser la question fondamentale esquivée par les autorités : la poursuite de la production de ces substances radioactives ingérables, qui resteront dangereuses pour une durée dépassant celle des civilisations humaines. Alors même qu'aucun projet viable pour gérer ces déchets n'est à l'ordre du jour, il est aberrant que le gouvernement continue d'envisager la construction de nouveaux réacteurs nucléaires.

Retrouvez toutes les informations sur le projet et les moyens de le dénoncer (y compris en s'exprimant dans le cadre de l'enquête publique) sur le blog [On est pas DUP](#).